

Denis Bauchard¹

Ancien ambassadeur, conseiller à l'Institut français des relations extérieures, ifri, auteur de « Le Moyen-Orient au défi du chaos, un demi-siècle d'échecs et d'espoirs », Maisonneuve & Larose/hémisphères, 2021.



ENTRE CHAOS ET RECOMPOSITION

Le Moyen-Orient va demeurer en 2022 une région où la situation demeure chaotique, notamment dans les pays « faillis » que sont la Syrie, le Liban, la Libye, l'Irak et le Yémen. La menace terroriste reste prégnante tandis que les guerres de l'ombre ou les conflits ouverts se poursuivent. Cette situation s'explique par la conjonction d'éléments internes et le jeu des nouvelles puissances régionales. Dans le même temps, on peut constater un basculement géopolitique en faveur de la Russie et de la Chine au détriment des intérêts des pays occidentaux.

During 2022 Middle East will remain a chaotic region, especially in the « failed » states as Syria, Lebanon, Libya, Iraq and Yemen. The terrorist threat still exists and hidden wars as well as open conflicts go on. This situation could be explained by the combination of domestic factors and the policy of new regional powers. At the same time, there is a fundamental geopolitical upheaval in favor of Russia and China, against interests of western countries.

ALORS QUE L'ACTUALITÉ EST FOCALISÉE SUR LA GUERRE EN UKRAINE, ce colloque a le mérite de rappeler que le Moyen-Orient reste une zone sensible et stratégique. Le chaos qui y règne depuis une vingtaine d'années est une source de préoccupations pour les pays de la région comme pour l'Europe que la proximité géographique rend particulièrement vulnérable aux menaces qui en proviennent.

Une situation chaotique

Ce chaos est marqué par le nombre croissant d'États qui peuvent être qualifiés de « faillis ». Tel est le cas de la Syrie, du Liban, de la Libye, de l'Irak et du Yémen.

1. Ancien diplomate, Denis Bauchard a effectué une grande partie de sa carrière en Afrique du Nord et au Moyen Orient ou à traiter des affaires de cette région au Ministère des Affaires étrangères. Il a été notamment directeur pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (1993-1996). Après avoir été président de l'Institut du Monde arabe (2002-2004), il est aujourd'hui consultant, notamment auprès de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Par-delà la diversité des situations, ils ont en commun l'impuissance des gouvernements légaux à étendre leur autorité sur leur pays encore aux prises avec des affrontements armés, larvés ou ouverts. Au mieux, les pouvoirs publics ne contrôlent qu'une partie d'un territoire qui, de fait, est fragmenté entre diverses factions rivales. Ces factions bénéficient de l'appui de gouvernements étrangers – Turquie, Iran, Russie, États-Unis, et certains pays européens notamment – qui leur fournissent financements et armement. Le rôle perturbateur de l'Iran est particulièrement significatif en Syrie, où l'on compte 20 000 combattants contrôlés par Téhéran. Le Hezbollah libanais constitue une force influente non seulement au Liban mais également en Syrie voire au Yémen. En fait, la multiplication des milices dans de nombreux pays du Moyen-Orient est un défi pour les gouvernements. Si l'Iran joue un rôle important dans ce domaine, il n'est pas le seul : la Turquie comme la Russie n'hésitent pas à en former. En Libye, il y a pratiquement autant de milices que de villes importantes, la mal nommée Armée nationale libyenne n'étant en fait qu'une confédération de milices sous la vague autorité du maréchal Haftar. Les seigneurs de la guerre comme leurs combattants ont tout intérêt à poursuivre leurs tâches dans des pays par ailleurs sinistrés. Outre ces milices, des mercenaires regroupés dans des sociétés militaires privées, les SMP, jouent également un rôle actif. Les États-Unis les ont largement utilisées en Afghanistan comme en Irak. La Russie, pour sa part, a créé le groupe Wagner étroitement associé au Kremlin, et qui est présent aussi bien en Syrie qu'en Libye.

Sur le plan économique, ces pays sont sinistrés faisant face à de fortes pénuries de produits essentiels, à des infrastructures détruites ou endommagées et à des services publics – la santé, l'éducation notamment – le plus souvent défaillants. Dans tous les cas, ils sont victimes d'un désastre humanitaire qui incite notamment les jeunes à s'exiler. Selon un sondage récent, la moitié des Libanais seraient prêts à partir à l'étranger sans retour.

Par ailleurs la menace djihadiste demeure très forte. L'État islamique et al-Qaïda, bien que sur la défensive, restent présents et actifs. Certes, il y a une diminution statistique des attaques terroristes au Moyen-Orient comme dans le reste du monde ; le proto État islamique a perdu le territoire qu'il contrôlait dans la partie nord-est de la Syrie et nord-ouest de l'Irak. De nombreux responsables ont été éliminés dont leurs chefs historiques, Oussama Ben Laden et Abou Bakr al Baghdadi. Mais les combattants entrés en clandestinité sont nombreux. Al-Qaïda reste présent aussi bien en Syrie à travers Hayat Tahrir al-Cham, au Yémen comme en Afghanistan. L'État islamique a montré son influence lors de l'incident intervenu à la prison

d'Hassaké en Syrie en février 2022. Ces mouvements gagnent en influence en dehors du Moyen-Orient, notamment au Sahel. L'Afghanistan des talibans, où le clan Haqqani, ancien protecteur d'al-Qaïda, joue un rôle important et risque de redevenir la base arrière des mouvements djihadistes comme dans le passé.

En outre, les conflits en cours ou potentiels sont toujours présents. En fait, le Moyen-Orient n'a pas cessé d'être en guerre civile ou internationale depuis plus de cinquante ans, avec des pertes importantes, qui se chiffrent sans doute à plus de quatre millions de morts. La guerre se présente sous différentes formes : en Syrie et au Yémen, elle se poursuit de façon asymétrique avec plus ou moins d'intensité ; Israël et l'Iran s'affrontent dans une guerre de l'ombre de plus en plus évidente et ouverte : cyberattaques, élimination de scientifiques, et de cibles iraniennes en Syrie et en Irak. Un affrontement ouvert entre Israël et l'Iran qui viserait le territoire iranien lui-même n'est pas à exclure, que l'accord sur le nucléaire de 2015 soit ou non renouvelé. Gaza est considérée par Israël comme un « vivier de terroristes », où il faut « tondre le gazon », c'est-à-dire intervenir régulièrement. Les forces armées turques mènent une guerre qui ne dit pas son nom contre le PKK. En fait, deux camps s'affrontent par procuration ou directement : un axe pro-occidental regroupant l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et Israël soutenus par les États-Unis et certains pays européens et un « Axe de résistance » regroupant l'Iran, le Yémen des Houthis, la Syrie, Gaza contrôlée par le Hamas, soutenu par la Russie. Entre les deux, la Turquie, le Qatar et l'Irak cherchent à maintenir une politique étrangère autonome.

Des lueurs d'espoir ?

Malgré ce contexte inquiétant, quelques lueurs d'espoir apparaissent.

Les printemps arabes nés, par effet domino, à partir de la Tunisie en 2011 ont laissé penser que les pays du Moyen-Orient allaient s'acheminer vers la démocratie. En fait, toutes ces expériences, y compris en Tunisie qui a longtemps suscité beaucoup d'espoirs, se sont mal terminées. Elles ont débouché soit sur des guerres civiles comme en Libye et en Syrie, soit sur la répression comme en Égypte, soit sur une reprise en main au profit de réformes cosmétiques comme en Jordanie. Elles ont surtout fait émerger l'influence de l'islam politique. Les *hiraks* apparus au Liban, en Irak et en Algérie en 2019 ont pu faire croire à une relance des aspirations démocratiques mais celles-ci ont tourné court. De façon préoccupante, là où existaient des éléments de démocratie, comme en Turquie, on constate un retour en arrière. Cependant, les germes de la démocratie se sont implantés et ont mis en

péril les autocrates. Rien ne sera comme avant car ils peuvent conduire à terme à des réformes de gouvernance selon un calendrier encore incertain.

Ces aspirations aux réformes sont clairement encouragées par l'émergence d'une société civile partout au Moyen-Orient. Cette émergence est liée au progrès de l'éducation, en particulier au niveau de l'enseignement supérieur, avec une population de plus en plus urbanisée. Malgré l'existence de poches de pauvreté, le revenu par habitant s'est accru dans la plupart des pays. Cette société civile est également mieux structurée au sein d'organisations non gouvernementales qui touchent de nombreux domaines, y compris celui des droits de l'homme. Elle est mieux informée grâce à l'apparition de médias transnationaux plus ouverts, certains étant basés à Londres ou Paris, et des réseaux sociaux d'autant plus influents que le taux de connexion, notamment parmi les jeunes, est spécialement élevé. On notera également le rôle des femmes et les progrès réalisés pour réformer les statuts personnels qui, dans cette région, à l'exception de la Turquie, dépendent de la loi religieuse, quelle que soit la religion. Le fait que, généralement, la part des étudiantes dépasse celle des étudiants, y compris en Arabie saoudite et en Iran, confirme l'aspiration des femmes à s'affirmer dans des sociétés encore dominées par les hommes.

Enfin, malgré de fortes inégalités entre les pays pétroliers et les autres, un réel développement a eu lieu avec, sauf exceptions, un revenu par habitant en croissance nominale et même réelle. Une classe moyenne est apparue qui a accédé à la société de consommation. Certains pays sont entrés dans une phase de transition démographique tandis que d'autres – l'Arabie saoudite, l'Égypte, les territoires palestiniens – connaissent encore une croissance forte de leur population. Toute la zone s'est équipée d'infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires modernes tandis qu'elle se dotait en même temps de systèmes éducatifs et hospitaliers qui restent encore à améliorer et à compléter.

Cependant, cette zone ne connaît pas de véritable puissance économique sauf Israël sur le créneau des hautes technologies ou de la Turquie à l'économie diversifiée. L'Iran a tous les atouts pour devenir une puissance émergente, mais sa médiocre gouvernance qui s'ajoute aux sanctions subies depuis la création de la République islamique, ne lui a pas permis d'accéder à ce niveau.

En revanche, les pays du Golfe sont devenus de véritables puissances financières à travers leurs fonds souverains qui interviennent de façon active sur les marchés de capitaux. Ils ont pris des participations parfois importantes dans de grandes sociétés multinationales américaines ou européennes. Au total, ces fonds, détenus essentiellement par Abu Dhabi, le Koweït, le Qatar, l'Arabie saoudite et Dubaï, représentent

près de 2.500 Mds/\$. Après une période difficile coïncidant avec la baisse des prix du pétrole entre 2014 et 2021, ils connaissent actuellement une période d'euphorie qui pourrait se prolonger.

Cependant, cette évolution est soumise à des aléas. Tous les pays de la région sont fragiles aussi bien en termes politiques, qu'économiques ou sociaux. En effet, la guerre en Ukraine risque d'avoir des conséquences déstabilisatrices sur certains d'entre eux, notamment ceux qui, comme l'Égypte, sont très dépendants des importations de blé ou de matières premières de Russie et d'Ukraine. Par ailleurs, il va de soi que ces éléments d'optimisme ne sont guère valables pour les pays faillis, dont l'avenir, à court ou même à moyen-terme, reste sombre.

Comment expliquer cette situation chaotique dont on ne voit pas encore la fin malgré quelques lueurs d'espoir ?

Des éléments déstabilisateurs

Des facteurs internes ont joué un rôle essentiel.

La mal-gouvernance est la chose la mieux partagée au Moyen-Orient. La grande majorité des régimes, qu'ils soient républicains ou monarchiques, sont accaparés par des familles qui ont le monopole du pouvoir et s'appuient sur des services de renseignement et une armée qui ont plus une fonction de sauvegarde du pouvoir que d'assurer la sécurité vis-à-vis de menaces extérieures. Ils sont fondés sur le népotisme et le clientélisme, et le plus souvent pratiquent une gestion économique calamiteuse, assortie de corruption. Au début des années 2000, les rapports publiés par le Programme des Nations unies pour le développement, le PNUD, sur le développement humain dans le monde arabe avaient bien analysé les raisons qui en faisaient, parmi les autres régions du globe, la moins performante aussi bien en termes économiques que sociaux, qu'il s'agisse des indicateurs en termes de croissance, d'emploi, de la place de la femme dans la société ou encore d'indice de développement humain. Seuls les pays du Golfe, dont les moyens financiers sont considérables, échappent à ce diagnostic sévère du PNUD, mais leur prospérité reste fragile car, malgré des efforts de diversification, elle est fondée sur les hydrocarbures. En dehors des pays arabes, la Turquie et Israël ont un bilan économique plus positif.

Comme nous l'avons vu, la montée en puissance de l'islam salafiste et de sa perversion, le djihadisme, est à la fois une cause et une conséquence de cette mal-gouvernance. Après l'échec du nationalisme arabe, le slogan « l'islam est la solution » n'a

pu devenir la panacée qui aurait permis de surmonter les difficultés économiques et sociales du Moyen-Orient.

Les révolutions manquées des printemps arabes et des *hiraks* ont contribué par leur incapacité à mettre en place un nouvel ordre plus démocratique et à déstabiliser une région aux structures étatiques et administratives déjà faibles. Le plus souvent, elles ont dégénéré en violences répressives voire en tragédie comme en Syrie. Leur impact économique a été désastreux et s'est traduit par des récessions, une diminution de leurs recettes en devises liée à la chute du tourisme et l'attentisme des investisseurs aussi bien nationaux qu'étrangers. Le cas de la Tunisie est à cet égard édifiant. Sur le plan social, les troubles engendrés par ces révolutions manquées ont aggravé les difficultés. Elles ont créé dans certains cas un vide politique dans lequel les combattants djihadistes se sont engouffrés et ont provoqué une forte pression migratoire, notamment vers l'Europe, comme on a pu le constater en Syrie, au Liban, en Irak ou en Libye.

En fait, la politique menée par les puissances régionales non arabes depuis plus de trente ans a contribué à une déstabilisation de la région.

Parmi les éléments déstabilisateurs, il faut citer tout d'abord la création de la République islamique d'Iran en 1979 et la politique d'influence qu'elle a promue à travers l'ensemble du Moyen-Orient. Dès son arrivée au pouvoir, l'imam Khomeiny en proclamant sa volonté d'exporter la révolution, s'est posé en rival de l'Arabie saoudite pour le leadership religieux dans le monde musulman et a contribué à l'islamisation des sociétés moyen-orientales. De même, en voulant créer un « axe de la résistance » en opposition à « l'impérialisme américain et sioniste », les autorités iraniennes ont participé à l'accroissement des tensions et à susciter un clivage à la fois politique autant que religieux au Moyen-Orient. De fait, elles ont poursuivi la politique du shah soucieux d'assurer la sécurité du pays et de faire du Golfe une aire d'influence « persique ». L'Iran a amplifié cette politique après le traumatisme provoqué par l'agression de Saddam Hussein et la guerre qui s'en est suivie. Pour assurer sa sécurité, il a mené une politique opportuniste qui a exploité les erreurs des États-Unis qui, avec leur intervention en Irak en 2003, lui ont fait un double cadeau : le débarrasser de son principal ennemi et mettre en place à Bagdad un gouvernement chiite. Par-delà l'Irak, profitant également des occasions, l'Iran a étendu son influence jusqu'à la Méditerranée et la mer Rouge, en Syrie, au Liban, en Palestine et au Yémen. Par l'intermédiaire des milices chiites qu'il arme et finance, l'Iran est devenu un acteur majeur du Moyen-Orient arabe. L'évolution du centre de gravité de la politique intérieure iranienne vers les éléments les plus

conservateurs ne peut que favoriser une telle politique. L'Iran est devenu pour de nombreux pays arabes une menace que l'accord sur le nucléaire, à supposer qu'il soit enfin signé, ne réduira pas de façon significative.

La Turquie, pour des raisons différentes, a été aussi un pays perturbateur dans la région. De puissance docile au leadership américain, elle s'est engagée dans un aventurisme militaire qui dépasse le seul Moyen-Orient, comme en témoigne son intervention en Azerbaïdjan. Malgré les purges faites par le président Erdogan, l'armée turque reste parmi les mieux armées, les plus efficaces et les plus actives de la région. S'appuyant sur une industrie d'armement productrice notamment de drones, elle intervient tous azimuts, en Syrie, en Irak, en Libye pour assurer sa sécurité – éviter notamment un Kurdistan sur son flanc sud – et étendre son influence. Cette politique s'exerce également dans le domaine économique et culturel. Elle entretient avec les États-Unis des relations de plus en plus conflictuelles et revendique son autonomie stratégique en s'appuyant sur une opinion publique très nationaliste. Elle n'hésite pas à développer avec la Russie, dans le cadre d'une Realpolitik, un partenariat malgré des désaccords sur certains dossiers, pour affirmer son influence sur l'est méditerranéen.

Quant à Israël, longtemps isolé et sur la défensive, il est devenu un acteur très actif. Certes, la question palestinienne n'est toujours pas résolue. Mais Israël considère qu'il s'agit d'un conflit de basse intensité, rejette la solution des deux États et mobilise ses efforts pour contrer la « menace existentielle » que représenterait l'Iran. Ainsi, de la défensive, il est passé à l'offensive en visant des cibles iraniennes en Syrie voire en Irak ou certains de ses « proxys » comme le Hezbollah. En fait, il mène une guerre de l'ombre très efficace contre l'Iran, y compris sur son propre territoire. Dans le même temps, il a consolidé sa position diplomatique en normalisant, à travers les accords d'Abraham, ses relations avec les EAU, Bahreïn, le Soudan et le Maroc.

Un basculement géopolitique.

Depuis le début des années 2000, le Moyen-Orient a connu un basculement géopolitique avec un recul marqué de l'influence des pays occidentaux au profit de la Russie et de la Chine.

Nous avons vu comment l'intervention américaine de 2003 avait ouvert la porte à l'influence iranienne. Par ailleurs, la dissolution par le proconsul Paul Bremer de l'armée et du parti Baas a nourri une opposition armée dont al-Qaïda,

puis l'État islamique ont pris la tête. L'absence de réaction du président Obama en août 2013 aux attaques chimiques du régime syrien, alors que la ligne rouge qu'il avait lui-même fixée avait été franchie, a gravement endommagé la crédibilité des États-Unis. Le désengagement initié par ce même président vers le pivot du Pacifique en vue de contrer la montée en puissance de la Chine a été confirmé par ses successeurs, qu'il s'agisse de Donald Trump ou Joe Biden, laissant le champ libre à la Russie et à la Chine. Dans le même temps, les pays européens, notamment la France, voyaient leur influence diminuer avec l'échec des printemps arabes et une intervention en Libye aux effets déstabilisateurs aussi bien en Méditerranée qu'au Sahel.

La Russie du temps des tsars puis de l'URSS s'est toujours intéressée au Moyen-Orient où son influence s'est ancrée à l'époque de la guerre froide notamment en Égypte, en Syrie, en Irak et au sud du Yémen. Après la décennie noire des années 1990, la Russie a affirmé sa présence non seulement dans les pays où elle était traditionnellement influente mais aussi dans des pays avec lesquelles les relations étaient plutôt froides voire hostiles. Avec l'Iran, elle a profité du fait que le pays était soumis à de dures sanctions pour nouer des relations étroites, y compris dans le domaine militaire. La relation avec l'Arabie saoudite du roi Salman s'est fortement développée d'autant plus que Mohamed Ben Salman était ostracisé par de nombreux pays à la suite de l'affaire Khashoggy. Pour la première fois, un souverain saoudien est allé à Moscou et un véritable partenariat dans le domaine pétrolier s'est établi dans le cadre de l'OPEP+. L'Égypte du président Sissi a renoué des liens distendus depuis la disparition de Nasser, y compris dans des domaines sensibles comme l'énergie nucléaire et la coopération militaire. Quant à Israël, on est passé d'une relation de méfiance à des liens étroits, avec l'arrivée dans les années 1990 de près d'un million de Russes après l'écroulement de l'URSS. Ces évolutions expliquent que la Russie a bénéficié d'une sympathie bienveillante lors de l'invasion de l'Ukraine. Ces pays n'ont pas caché qu'ils n'entendaient pas se joindre aux sanctions définies par les États-Unis ou l'Europe.

Enfin, la Chine a posé ses pions en installant à partir du début des années 2000 une présence économique de plus en plus évidente. Elle est devenue le principal ou l'un des principaux partenaires économiques aussi bien de l'Iran que de l'Arabie saoudite, des EAU, de l'Irak ou de l'Égypte. Cependant, cette présence se double, depuis la publication en 2016 du *China's policy paper* et l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, de la volonté d'affirmer une influence politique. La tournée effectuée au Moyen-Orient par le président chinois en 2016, la multiplication des visites à Pékin

de responsables arabes et iraniens, la nomination d'un envoyé spécial chinois, l'établissement d'une base militaire à Djibouti sont autant de signes du double intérêt de la Chine pour cette région, auxquels il s'ajoute le projet éminemment politique des Routes de la Soie.

Ainsi le Moyen-Orient dont la situation chaotique risque de se prolonger reste une zone stratégique où les influences vont continuer à se croiser et s'opposer en 2022. Il est peu probable que les États-Unis, malgré leur priorité en direction du Pacifique, puissent s'en désintéresser. Mais les évolutions constatées depuis le début du XXI^e siècle laissent penser que l'on assiste à une véritable mutation de cette région au détriment des intérêts des pays occidentaux. ■